

### Troisième Partie : Infractions et Pénalités.

Article 222 : Infractions de propriétaires ou exploitants : Sera puni d'une amende de 1.000 à 20.000 dirhams ou d'un emprisonnement de six jours à un mois, ou des deux peines, le propriétaire d'un aéronef qui aura :

a) Mis ou laissé en service un aéronef sans avoir obtenu les certificats d'immatriculation et de navigabilité ou avec un certificat de navigabilité n'étant plus en état de validité ; tout refus de certificat de navigabilité par l'autorité compétente, sera notifié par écrit à l'intéressé et cette notification établira contre lui une présomption de faute ;

b) Mis ou laissé en service un aéronef sans marque d'identification.

Sera puni d'une amende de 1.000 à 20.000 dirhams le propriétaire d'un aéronef marocain qui aura fait immatriculer cet aéronef sur un registre étranger sans en avoir demandé à la direction de l'air la radiation.

Article 223 : Infractions commises par un commandant de bord : Sera puni d'une amende de 1.000 à 20.000 dirhams ou d'un emprisonnement de six jours à un mois, ou aux deux peines, tout pilote, commandant de bord qui aura .

a) Conduit un aéronef sans certificat d'immatriculation et de navigabilité, ou avec un certificat de navigabilité ayant cessé d'être en état de validité ;

b) Conduit un aéronef sans marques d'immatriculation ;

c) Conduit un aéronef sans avoir une licence appropriée ; la même peine, pouvant être appliquée à tout membre navigant pour une infraction similaire ;

d) Survolé des zones prohibées ou réglementées en contravention des dispositions du présent décret ;

e) Atterri hors d'un aérodrome en contravention des dispositions du présent décret ;

f) Détruit des livres de bord ou y aura porté des indications inexactes.

Sera puni d'une amende de 200 à 10.000 dirhams tout pilote commandant de bord qui aura :

a) Conduit un aéronef en état d'ivresse ; la même peine pouvant être appliquée à tout membre du personnel de conduite ;

b) Commencé un vol sans être assuré que toutes les conditions de sécurité requises étaient remplies ;

c) Désobéi aux instructions des services de contrôle de la circulation aérienne ;

d) Exécuté sans autorisation des vols acrobatiques ou des vols rasants ;

e) Jeté ou laissé jeter sans nécessité de l'aéronef des objets ou matières ;

f) Transporté sans autorisation des munitions, du matériel de guerre ou d'autres articles dangereux

g) Contrevenu aux dispositions concernant les prises de vues photographiques ou cinématographiques ;

h) Atterri, sans raison, en vol international, sur un aérodrome qui n'est pas ouvert au service international ;

i) Refusé, sans raison, de participer à des opérations de recherches et sauvetage ;

j) Négligé de notifier immédiatement tout accident.

Article 224 : Augmentation de peine : L'amende à rencontre du propriétaire, de l'aéronef qui l'aura mis ou laissé en service sans certificat d'immatriculation ou certificat de navigabilité en cours de validité, ou à rencontre d'un pilote qui conduit un aéronef sans licence valable, pourra être élevée jusqu'à 40.000 dirhams et l'emprisonnement jusqu'à deux mois si les infractions sont commises après le refus ou le retrait du certificat d'immatriculation ou de navigabilité ou de la licence.

Article 225 : Marques d'immatriculation : Le propriétaire, exploitant ou pilote qui aura apposé ou fait apposer sur un aéronef des marques d'immatriculation non conformes à celles du certificat d'immatriculation ou qui aura supprimé ou fait supprimer, rendu ou fait rendre illisible les marques

exactement apposées, sera puni d'une amende de 2.000 à 40.000 dirhams, et d'un emprisonnement de six mois à trois ans. Seront punis des mêmes peines ceux qui auront apposé ou fait apposer sur un aéronef privé les marques réservées aux aéronefs d'Etat ou qui auront fait usage d'un aéronef privé portant lesdites marques.

Article 226 : Infractions des entreprises de transport public : Sera punie d'une amende de 2.000 à 30.000 dirhams, toute entreprise de services de transport public, services réguliers ou non réguliers, qui :

- a) Aura refusé, sans justification, l'accès du public à ses services de transport ;
  - b) Qui aura manqué aux obligations prescrites dans la concession ou l'autorisation d'exploitation, lorsqu'un tel manquement ne mérite pas, de l'avis du directeur de l'air, la révocation de la concession ou de l'autorisation ;
  - c) N'aura pas assuré, de la manière prévue par les règlements, l'entretien de ses aéronefs, des équipements de bord et autres nécessaires pour garantir la sécurité de l'exploitation ;
  - d) N'aura pas suivi les routes et utilisé les aérodromes indiqués sur le permis d'exploitation.
- Toute entreprise de services réguliers de transport public qui aura conduit son exploitation en violation des tarifs, itinéraires, fréquences et horaires approuvés par la direction de l'air.
- Toute entreprise de services non réguliers de transport public qui aura :

- a) Annoncé des horaires et itinéraires de vol ;
- b) Annoncé des vols suivant une certaine fréquence. ;
- c) Fait payer des prix de passage ou des taux de fret pouvant constituer une concurrence ruineuse pour les services réguliers ;
- d) Effectué périodiquement des vols entre des points desservis par une entreprise de transport régulier, à certains jours de la semaine et avec une fréquence telle qu'ils constituent une série de vols réguliers.

Article 227 : Infractions des entreprises de travail aérien : Sera punie d'une amende de 2.000 à 30.000 dirhams toute entreprise de travail aérien qui :

- a) Aura manqué aux obligations prescrites dans l'autorisation d'exploitation lorsqu'un tel manquement ne mérite pas, de l'avis du directeur de l'air, la révocation de l'autorisation ;
- b) N'aura pas assuré de la manière prévue par les règlements, l'entretien de ses aéronefs, des équipements de bord et autres nécessaires pour garantir la sécurité de l'exploitation.

Article 228 : Accords entre entreprises aériennes : Sera punie d'une amende de 2.000 à 30.000 dirhams toute entreprise de services de transport public régulier ou non régulier, qui ne soumet pas à l'approbation du ministre des travaux publics les accords qu'elle conclurait avec d'autres entreprises, ou qui, après approbation, modifierait les termes desdits accords.

Article 229 : Entreprises étrangères : Sera punie d'une amende de 2.000 à 30.000 dirhams toute entreprise étrangère de transport aérien international qui, à l'occasion d'un vol de simple transit, aura débarqué ou embarqué sur le territoire marocain des personnes ou du fret, ou qui, sans une autorisation expresse, aura effectué un service de cabotage.

Article 230 : Personnel à terre : Sera puni d'une amende de 100 à 10.000 dirhams tout membre du personnel technique aéronautique qui, par un acte ou omission, a mis en danger la sécurité des aéronefs, des aérodromes et autres installations de la circulation aérienne.

Article 231 : Interférence dans les télécommunications : Sera punie d'une amende de 500 à 10.000 dirhams toute personne qui interférera ou empêchera, d'une manière quelconque, les communications radioélectriques aéronautiques.

Article 232 : Suspension de licence : L'interdiction de conduite d'un aéronef quelconque pourra être prononcée par le jugement ou l'arrêt pour une durée de trois mois à trois ans contre le pilote coupable d'infraction.

Si le pilote est condamné une seconde fois pour l'une quelconque de ces mêmes infractions dans un délai de cinq ans après que la première condamnation sera devenue définitive, l'interdiction de conduire un aéronef sera prononcée pour une durée de trois ans et pourra être doublée.

Les licences resteront déposées pendant la durée de l'interdiction au greffe de la juridiction ayant prononcé la condamnation ; où ils devront être remis dans les cinq jours qui suivront la date à laquelle la condamnation sera devenue définitive, faute de quoi, les condamnés seront punis de six jours à un mois d'emprisonnement et d'une amende de 100 à 2.000 dirhams, sans préjudice des peines prévues au cas où ils conduiraient un aéronef pendant l'interdiction.

Article 233 : Servitudes aériennes : Les infractions aux dispositions du présent décret et des arrêtés du ministre des travaux publics, relatives aux servitudes aériennes de dégagement et de balisage, sont punies d'une amende de 500 à 1.500 dirhams.

En cas de récidive les infractions sont punies d'une amende de 1.000 à 3.000 dirhams ou d'un emprisonnement de dix jours à trois mois, ou des deux peines.

Un délai pour l'enlèvement ou la modification d'ouvrages frappés de servitude ou pour pourvoir à leur balisage peut être prescrit par le tribunal saisi sur la demande du ministre des travaux publics, sous peine d'une astreinte de 10 à 100 dirhams par jour de retard.

Si à l'expiration du délai la situation n'est pas régularisée, le ministre des travaux publics peut faire exécuter les travaux d'office aux frais et risques des personnes responsables.

Article 234 : Séjour sur aérodromes : Quiconque séjournera ou pénétrera sur des terrains interdits par le présent décret ou les consignes des aérodromes affectés à un service public, ou y laissera séjourner ou fera pénétrer des voitures, des bestiaux ou bêtes de trait, de charge ou de monture, sera passible d'une amende de 50 à 100 dirhams et pourra en Outre être déchu de tout droit à indemnité en cas d'accident.

Article 235 : Jet : Tous jets volontaires et inutiles d'objets ou matières susceptibles de causer des dommages aux personnes et aux biens à la surface sont interdits à bord des aéronefs en cours de vol et seront punis d'une amende de 1.000 à 7.000 dirhams ou d'une peine de six jours à deux mois de prison, ou des deux peines, même si ces jets n'ont causé aucun dommage, et sans préjudice de peines plus fortes qui pourraient être encourues en cas de délit ou de crime.

Article 236 : Infractions aux douanes : Toutes les dispositions régissant les infractions à la réglementation en vigueur en matière de douanes et régies sont applicables aux objets importés ou exportés par aéronef.

Les tentatives ou flagrants délits d'importation ou d'exportation en contrebande, en dehors d'un aérodrome douanier, entraîneront la confiscation des objets et du moyen de transport, sans préjudice d'une amende de

douane de 200 à 400 dirhams, d'une amende complémentaire égale à six fois la valeur des objets et d'un emprisonnement de un mois à un an.

Tous débarquements et, jets d'objets non autorisés en cours le vol, sauf le lest et le courrier postal dans des lieux désignés, seront sanctionnés par les peines édictées par les lois de douane sur la contrebande et aggravés conformément à l'alinéa 2e du présent Article

Article 237 : Admission temporaire et entrepôt : Pour les objets exportés ou déchargés de comptes d'admission temporaire ou d'entrepôt, ou passibles de taxes intérieures, les expéditeurs justifient de leur passage à l'étranger par la production, dans les délais fixés, d'un certificat valable des douanes de destination à peine de paiement du quadruple de la valeur des objets.

Article 238 : Droit de saisie : Les agents des postes, des télégraphes et des téléphones légalement qualifiés pour assurer l'application des lois et règlements en matière de télécommunications, télégraphie et téléphonie, ont le droit de saisir tout appareil radiotélégraphique et radio-téléphonique qui se trouverait à bord sans autorisation spéciale. Les agents énumérés à l'article 239 ont également le droit de saisir les explosifs, armes, munitions et autres objets dont le transport est interdit sans autorisation. La confiscation des appareils et objets régulièrement saisis sera prononcée par le tribunal saisi de l'infraction.

Article 239 : Agents verbalisateurs : Sont chargés de constater par procès-verbal les infractions aux dispositions du présent décret, outre les officiers et agents de police judiciaire :

- a) Les ingénieurs et ingénieurs des travaux de la direction de l'air ;
- b) Les commandants d'aérodromes ;
- c) Les officiers de la défense nationale chargés de la sécurité de l'air ;
- d) Les agents de douane ayant, droit de verbaliser.

Les procès-verbaux sont adressés dès leur clôture au parquet de la juridiction compétente. Ils font foi jusqu'à preuve contraire.

Article 240 : Compétence : Dans le ressort de la Cour d'appel de Rabat, les juridictions instituées par le dahir du 9 ramadan 1331 (12 août 1913) sont seules compétentes pour connaître des infractions aux dispositions du présent décret et des textes pris pour son application.

Les mêmes règles de compétence s'appliquent aux infractions connexes quoiqu'on soit l'auteur, tant en ce qui concerne la responsabilité pénale que la responsabilité civile.

Article 241 : Communication des jugements : Copies des jugements relatifs aux infractions en matière aéronautique seront adressées par les tribunaux saisis à la direction de l'air.

Dispositions Générales.

Article 242 : Amendements : Les modifications au présent décret qui deviendront nécessaires feront l'objet, à la fin de chaque année, d'un décret entrant en vigueur le premier janvier de l'année suivante.

Toute modification, dont la mise en vigueur immédiate sera nécessaire, fera l'objet d'un N.O.T.A.M. qui aura même force obligatoire que les dispositions du présent décret et sera incorporé dans le décret annuel modificatif.

Article 243 : Exécution : Les ministres des travaux publics, de la défense nationale, des finances, de l'agriculture, de l'éducation nationale, de la santé publique, de l'intérieur, de la

justice, des postes, des télégraphes et des téléphones sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait à Rabat, le 7 safar 1382 (10 juillet 1962). Pour le président du conseil et par délégation,  
Le

directeur général du cabinet royal,

Ahmed Réda Guédira.

NB : Modifié et complété par:

le décret n°851-67 DU 26/01/70

le Dahir N°537-66 du 31/01/1970

le décret N°2-71-172 DU 05/03/197

le Dahir portant loi n° 1-77-339DU 09/10/1977

LE DECRET N°2-79-128du12/05/1980

Le dahir n°1-97-66 DU 12/02/1997

LE DECRET N°2-99-1077DU 29 MOHAREM 1421(04 mai 2000)